

EQODORAZA

PRIX
25 francs le Numéro
ABONNEMENT :

1 an	3.000
6 mois	2.000
3 mois	1.000

Abonnement de soutien: 5.000

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES

SAMEDI 3 JUIN 1961

N° 18 - 1^e ANNÉE

LA LUTTE DU PEUPLE ANGOLAIS ET LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

Par Mario de Andrade, président du M.P.L.A.

Un nouveau foyer, un de plus, sur notre continent, s'est allumé, on le sait en Angola. De la résistance active que les patriotes opposaient aux fascistes lusitaniens, on en est passé à la guerre ouverte. Et le gouvernement de Lisbonne ne sait où donner de la tête, malgré ses 60.000 soldats supérieurement armés.

Il s'agit d'ailleurs, moins pour lui d'une « pacification » (terme qu'il paraît avoir rejeté) que d'une véritable guerre d'extermination, sans prisonniers, ainsi qu'on pourra le voir dans la déclaration du président du M.P.L.A., M. Mario de Andrade.

Car c'est en fait à un nouveau génocide organisé et qui a déjà fait plus de cinquante mille victimes, ce qui justifie ce mot de Césaire : « Le plus haut tas de cadavres de l'histoire, c'est l'Europe colonialiste qui en est comparable devant la communauté humaine ».

Le devoir de chaque Etat africain réellement indépendant et souverain se trouve tracé dans le processus irrésistible de libération et de décolonisation du continent afri-

Certes la situation coloniale se traduit toujours par un état permanent de guerre. Les sévices et les massacres n'ont jamais eu de limites au cours de cinq siècles de « présence portugaise » dans notre pays.

Nous déclarions tout dernièrement que le gouvernement portugais, une fois placé devant la moindre revendication de la population angolaise, réagissait par la tuerie en masse et de ce fait il amenait le peuple lui-même à s'organiser et à se mobiliser, en vue d'une auto-défense active. Les préparatifs de guerre coloniale du gouvernement de Salazar n'étaient méconnus de personne. Certains doutaient seulement que le peuple angolais, soumis aux pires pratiques du travail forcé, succéderait de l'esclavage, aurait pu se dresser contre la barbare domination coloniale.

Eh bien, le 4 février de cette année, des groupes de patriotes angolais, pour la plupart des militants du M.P.L.A., ont donné la première alerte et la mesure de leur détermination nationale, en attaquant les prisons militaires et civiles de Luanda où sont détenus les leaders de notre

l'homme en Angola, aux légitimes aspirations du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance, justifient aujourd'hui que nous en appelions à la solidarité internationale, à la conscience universelle et en tout premier lieu à la solidarité africaine. Il ne saurait exister une Afrique libérée des chaînes coloniales et une autre Afrique en train de se débattre dans le carcan de la domination étrangère, l'une regardant l'autre passivement. Des manifestations de solidarité sur le plan diplomatique ont déjà été exprimées par les pays africains indépendants au cours des derniers débats de l'Assemblée générale des Nations Unies. La situation angolaise exige des attitudes plus fermes et plus concrètes : une solidarité agissante dans tous les domaines et par tous les moyens pouvant hâter la conquête de l'indépendance de l'Angola et en même temps isoler définitivement le Portugal colonialiste de la scène internationale. Nous radisons le problème : Si Salazar est

C'est en effet au cours de cette rencontre que des journalistes représentants le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, Madagascar, le Zanzibar et l'île Maurice, ont décidé la création d'un comité de coopération chargé de promouvoir le regroupement de tous les hommes de la presse écrite en Afrique. Ce regroupement, nous le voulions dès le départ absolument indépendant de toute organisation internationale, mais ayant avec elle des rapports constants de collaboration et d'amitié, dans le but de contribuer à une meilleure connaissance entre les peuples, donc au raffermissement de la paix et au progrès dans le monde.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels, ils s'engagent à être objectifs, honnêtes, soucieux de la vérité à inscrire aux principes du code d'honneur international élaboré par les Nations Unies pour la liberté de l'information.

La conférence souscrit à la politique de neutralisme positif et de non-alignement.

Les relations entre l'Union africaine des journalistes et les autres organisations de journalistes sont fondées sur cette base.

Dans le domaine de l'éthique professionnelle, la Conférence a insisté sur l'adhésion de tous au principe de la liberté de l'information, à condition que cette information, écrite, parlée ou audio-visuelle, soit conforme à la mission que s'est assignée l'information en Afrique dans son processus de lutte révolutionnaire.

ain : c'est de se placer à l'avant-garde pour le soutien à apporter à la cause du peuple angolais pour l'arrêt de cette guerre d'extermination et l'indépendance inconditionnelle de la nation angolaise.

D'ailleurs, les gestes et les signes évidents d'encouragement ne manquent pas aux patriotes angolais. Cette solidarité spontanée a d'ailleurs fait naître le désarroi chez le sénile dictateur de l'Estoril, qui a dû recevoir la visite consolatrice d'un de ses alliés occidentaux, visite dont il craint à juste titre qu'elle ne soit que de courtoisie et de pure forme.

Un nouveau tombeau vient de s'ouvrir sous les pas du colonialisme. Aussi bien à l'O.N.U. qu'ailleurs, la solidarité africaine ne saurait faillir.

KEN.

TOUT LE MONDE DEVRAIT SERVIR LE PARTI ET PERSONNE NE DEVRAIT SE SERVIR DE LUI

Au bloc scolaire de Donka

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE S'ADRESSE A 3.000 ÉLÈVES

M. Camara Damantang, ministre de l'Education nationale, entouré des membres de son cabinet, a sévèrement condamné, jeudi matin, certaines pratiques auxquelles se livrent les élèves : il s'agit en particulier de regroupements ethniques, séquelles d'un vieux esprit régionaliste, dont le P.D.G. a condamné l'esprit rétrograde et négatif.

Traitant ensuite de la discipline scolaire, absolument indispensable à un travail fécond, le ministre a rap-

mouvement et d'autres partis nationalistes. Depuis cette date, la lutte armée n'a fait que s'intensifier, mettant le nord du pays à feu et à sang. Le gouvernement portugais fait face à l'insurrection populaire avec un effectif d'environ 60.000 soldats, à un rythme croissant de 1.000 mercenaires par semaine.

Le désarroi s'est emparé du dictateur moribond.

Un fait demeure cependant : le gouvernement portugais poursuit impunément une guerre d'extermination, un génocide organisé qui a déjà fait, parmi les populations civiles 50.000 victimes. Il s'agit d'une guerre sans prisonniers. A chaque engagement, à chaque attaque effectuée par les nationalistes dans un village ou contre une plantation de colons, à tout acte de sabotage, les troupes coloniales portugaises répondent : ratissages, bombardements au napalm, destruction totale. Alors, que faut-il penser de cette déclaration du ministre portugais des Colonies, M. Adriano Moreira : « Nous faisons face dans cette province à une agression dont le but est clair : le génocide » ?

En fait, comme le dit justement Aimé Cesaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

bénéfication du peuple angolais et pour l'arrêt de cette guerre d'extermination

Les journalistes de certains Etats s'étaient fait excuser. D'autres, malgré leur accord formel, n'ont pu participer à nos assises pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Nous comptons sur les décisions que le Conseil de Sécurité, sous l'orientation politique du groupe Afro-asiatique, pourraient prendre prochainement en notre faveur. Nous comptons sur l'application immédiate par tous les gouvernements africains de l'appel lancé par les mouvements nationalistes des colonies portugaises lors de notre Conférence de Casablanca : boycott économique et diplomatique du Portugal.

Nous sommes certains que la solidarité africaine n'y faillira point. Car, elle nous est nécessaire.

Billet du jour

Nous apprécions tous les plaisanteries, à condition qu'elles soient de bon goût.

Nul n'ignore le labeur écrasant auquel notre corps de sapeurs-pompiers doit faire face. Et quand les sinistres plaisantins s'amusent à lancer de fausses alertes et à leur faire effectuer des déplacements inutiles, on est en droit de penser et de dire — avec juste raison — qu'il y a des gaffes et des coups de pieds... qui se perdent.

Rappelons cependant à ces irresponsables inconscients l'histoire de ce plastron qui criait « loup » par goût de la mystification. Nous ne leur souhaitons pas de faire une pareille expérience à leurs dépens, le jour par exemple où leur maison sera en flammes ou qu'ils seront en péril de noyade, et qu'un autre luron aura, peu de temps auparavant, aiguillé les sapeurs-pompiers sur une fausse piste.

du Cameroun.

Les journalistes de certains Etats recommande — pour ce faire — aux Etats d'adopter une convention unique définissant le statut du journaliste africain et garantissant les facilités de base pour ses activités. Citons entre autres — l'obtention rapide des visas et du change dans tous les pays africains, la

réduction sur les moyens de transport pour le journaliste en déplacement professionnel, l'autorisation d'envoyer des télégrammes de presse avec le système « collectif » et de téléphone au P.C.V., la réduction des tarifs des communications téléphoniques et télégraphiques de presse, etc. Dans ce but la Conférence recommande le développement des relations téléphoniques et télégraphiques entre Etats africains.

La Conférence se devait, en outre, de développer des différences de niveau des divers moyens d'information dans nos Etats, d'insister sur l'esprit de solidarité, qui doit permettre d'arracher leur indépendance institutionnelle et totale ou pour le consolider, et l'imperméable nécessité d'accélérer ce processus, poser des problèmes importants et cruciaux à la presse et à l'information en Afrique.

Cette Conférence panafricaine des journalistes a donc posé les problèmes de son intégration effective dans la lutte des peuples africains en particulier, et tous les peuples opprimés du monde en général pour leur indépendance ; ont aussi été posés ceux de l'Unité de la presse et de l'information africaine. Des solutions ont été adoptées pour leur réalisation. Nous allons en donner un résumé.

La Conférence a proclamé que les journalistes et tous les travailleurs africains de l'Information en général, sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et pour la paix.

Dans ce cadre, ils participent à l'œuvre de construction nationale, à la réalisation de l'Unité africaine et à l'établissement des liens de solidarité entre tous les pays épris de justice, de liberté et de progrès, et

naire.

Elle recommande — pour ce faire — aux Etats d'adopter une convention unique définissant le statut du journaliste africain et garantissant les facilités de base pour ses activités. Citons entre autres — l'obtention rapide des visas et du change dans tous les pays africains, la

réduction sur les moyens de transpor-

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G. a visité samedi après-midi les comités de Conakry !

Depuis cet après-midi, une délégation de la direction nationale du Parti conduite par le Président Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G., visite les comités de la section de Conakry-1.

Après les comités de Boulinet, Sandervalia, cette visite prendra fin au comité d'Almamy-III, où la délégation du B.P.N. est attendue à 22 heures.

Pour Dakar, Paris, Bamako,
Bobo, Abidjan, recommandés
à 8 h 00, ordinaires à 8 h 30.
Pour Bathurst, recommandés à
11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
Pour Boké, Labé et Kankan,
recommandés à 16 h 00, ordi-
naires à 16 h 30.

prospection des forages, des points
d'eau et toutes autres questions re-
latives au problème de l'eau, com-
prendra en outre MM. Kéïta Bassi-
rou du service des Eaux, Dioubaté
Kassory de Conakry-II, Bangoura
Hadramet de Conakry-I et Soumana
Moussa du comité directeur de Co-
nakry-III.

TRAFFIC AÉRIEN

SAMEDI

Arrivées : Air-France à 15 h 50 de Dakar
18 h 20 de Freetown

Départs : Air-France à 16 h 30 pour Freetown
19 h 05 pour Dakar

DIMANCHE

Arrivée : K.L.M. à 11 h 50 d'Amsterdam, Zurich, Casa et Las-Palmas
Départ : K.L.M. à 12 h 30 pour Robersfield

LUNDI

Arrivées : Air-France à 7 h 35 de Dakar
10 h 45 de Freetown

Départs : Air-France à 8 h 25 pour Freetown
11 h 35 pour Dakar

K. L. M. à 16 h 00 pour Las-Palmas, Casa, Zurich et Amsterdam

MARDI

Arrivées : Air-France à 7 h 35 de Dakar

U.A.T. à 9 h 50 de Paris, Marseille, Bamako et Freetown

Air-Ghana à 14 h 50 d'Accra, Abidjan, Robersfield et Freetown

Air-Guinée à 17 h 40 de N'Zérékoré, Kissidougou et Kankan

Départs :

Air-France à 8 h 25 pour Robersfield et Abidjan
Air-Guinée à 9 h 00 pour Kankan, Kissidougou et N'Zérékoré
U.A.T. à 10 h 20 pour Dakar

Air-Guinée à 15 h 15 pour Bathurst

DÉCÈS

Camara Fatou 5 ans ;
Camara Maciré 17 mois.

Sékou de feu Bangoura Sekou et de Diakité Aïssata;
N'Famara dit Yedy de Sakho Moussa et de Fernandez Aïssata;
Thierno Aliou de Diaouéné Mamadou et de Tounkara Aminata;
Fanta de Sidibé Kémoko et de Kéïta Taté;

Camara Yalhan; Sékou de feu Bangoura Sekou et de Diakité Aïssata;
N'Famara dit Yedy de Sakho Moussa et de Fernandez Aïssata;
Thierno Aliou de Diaouéné Mamadou et de Tounkara Aminata;
Fanta de Sidibé Kémoko et de Kéïta Taté;

Constructions d'une permanence en
classes, d'une mosquée, d'une clôture pour le cimetière ;
Exécution des travaux de nettoyage du comité et des caniveaux
d'évacuation ;
Entretien des routes, etc. ;
Délai de recouvrement de la taxe le 31 mai 1961.

Construction d'une permanence en
une permanence (en chantier) entièrement
divers travaux d'entretien des routes et places du comité.
La délégation, au terme d'une
journée entière a suspendu ses travaux à 22 h 30 à Moussoudougu à l'issue d'une conférence.

Madina-Cité

Construction d'une permanence en classes, d'une mosquée, d'une clôture pour le cimetière ;
Le versement de la taxe régionale est fixé au 31 mai 1961.

Nettoyage constant de tous les coins du Comité.

Moussoudougu : Recouvrement intégral des taxes régionales 1960-1961 ;
Constructions de 2 mosquées et divers travaux d'entretien des routes et places du comité.
La délégation, au terme d'une journée entière a suspendu ses travaux à 22 h 30 à Moussoudougu à l'issue d'une conférence.

PETITES ANNONCES

Construction d'une permanence en classes, d'une mosquée, d'une clôture pour le cimetière ;
Le versement de la taxe régionale est fixé au 31 mai 1961.

Nettoyage du cimetière ;
Campagne de popularisation de la ligne du Parti ;
Aménagement d'une permanence dans les assises du nouveau comité.

Action positive de la J.R.D.A. dans les assises du nouveau comité.
En projet : Construction d'une école, d'une permanence définitive, d'un dispensaire.

Nettoyage du cimetière ;
Campagne de popularisation de la ligne du Parti ;
Aménagement d'une permanence dans les assises du nouveau comité.
En projet : Construction d'une école, d'une permanence définitive, d'un dispensaire.

MARIAGES

N'Diaye Souleymane avec Sylla Mama Aïssata ; Camara Yagouba avec Sylla

Bountou ; Sylla Momo avec Bangoura Safoura ; Bangoura Aly avec Camara

Hava ; Soumah Issiaga avec Camara Aïssata ; Kéïta Ansou avec Camara

Bintia ; Keïta Bumba avec Bangoura

Mäimouna.

LES SPECTACLES OU IREZ - VOUS

CE SOIR

DEMAIN

ET APRÈS ?

AU PALACE

SAMEDI 3 JUIN : Un certain Monsieur Jo - Le cambrioleur.
DIMANCHE 4 JUIN : Fils du Corsaire rouge - Carthage en flammes.
LUNDI 5 JUIN : Bataille du Rio de la Plata - Le cambrioleur.
MARDI 6 JUIN : Ces dames préfèrent le manbo - La femme au fouet.

La vie dans la Nation

IMPORTANTES ACTIVITÉS DE LA SECTION DE KISSIDOUGOU

Dans le cadre de ses tournées de prise de contact, d'information et d'éducation, une délégation du comité directeur de la section de Kissidougou s'est rendue dans plusieurs villages pour transmettre certaines décisions : regroupement de villages, création de marchés hebdomadaires, etc.

C'est ainsi que le 4 avril dernier, le Comité directeur a tenu une importante réunion avec les chefs de postes de Yombiro, Kondiadou, Baranama et Soromaya, les conseillers généraux, les membres de l'Union syndicale locale, le comité régional et les responsables des 15 comités de la ville.

Après un aperçu sur la situation politique, le bilan des réalisations dans les différents secteurs au titre du plan triennal, le programme de l'année en cours a été révisé et adopté.

Rappelons que le 5 mai, la délégation du comité directeur composée de MM. Kouyaté, Mancana, commandant de région, Kéita Sidiiki Aboubakar, membre du comité général, Sangaré Kémoko, Touré Soba, Camara Manténi, tous membres du comité directeur, El Hadj Moriké Cissé, président du comité Yassafe et Hawa Mara présidente de Hérémakono, devait se rendre à Soromaya, nouveau poste administratif pour l'installation du chef de poste : M. Kourouma Moussa.

Après l'accueil chaleureux réservé aux hôtes du nouveau poste administratif — des délégués de près de 100 villages étaient présents — et après le salut aux couleurs, le discours de bienvenue du chef de poste devait mettre en ces termes l'accent sur la force doctrinale du Parti :

gement d'exécuter fidèlement toutes les décisions que vous nous transmettrez au nom du Parti et de son gouvernement. »

Ensuite M. Kouyaté Manconia, commandant de région, après avoir remercié les responsables et militants pour l'accueil réservé à la délégation, témoignage évident de la confiance indéfectible vouée au P.D.G. et à son gouvernement, a présenté le nouveau chef de poste qui a été accueilli par de vifs applaudissements. Il a brossé ensuite un tableau objectif et saisissant de la vie du Parti, des devoirs des militants, insisté sur la vigilance constante, le travail, la vulgarisation des cultures industrielles — tabac, ricin, sésame, cafiers, colas, hévéa — reboisement, la lutte contre les feux de brousse, l'entretien des routes et ponts, le commerce national.

« Soromaya, a-t-il ajouté, sera certains que vous ratrapperez les autres que vous en ferez par vos bras et vos initiatives. Nous sommes certains que vous ratrapperez les autres postes administratifs ». Au lendemain, sur le chemin du retour la délégation parcourrait la nouvelle route de Bambasiria de 50 kilomètres et celle de Dalaoya de 5 kilomètres, toutes réalisées en investissement humain par près de 15 comités de villages.

L'ÉLEVAGE EN GUINÉE

(suite et fin)

1^o Problème du développement du cheptel :

En fait l'élevage occupe une place de choix dans la production guinéenne. Son développement doit

L'affaire inscrite au rôle est alors appelée.

Le Président aussitôt avertira le conseil de l'accusé de ne rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

Puis il déclare : « Accusé soyez attentif à ce que vous allez entendre. »

Il ordonne au greffier de lire l'arrêt de renvoi de l'acte d'accusation.

Après quoi il dit à l'accusé : « Voilà de quoi vous êtes accusé. Vous allez entendre les charges qui sont produites contre vous. »

Le Procureur présente la liste des témoins qui doivent être entendus et ceux-ci se retirent dans la chambre qui leur est destinée, après que le Président leur ait prescrit de ne pas conférer entre eux au sujet de l'affaire ou de l'accusé.

S'il en est besoin, le Président fait prêter serment à un interprète de préférence et fidèlement traduire les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents.

Le ou les accusés sont interrogés par le Président.

Il demande aux membres de la Cour s'ils ont des questions à poser,

QU'EST-CE QUE LA COUR D'ASSISES ?

(suite et fin)

ensuite à la partie civile s'il y en a une, au Procureur général et enfin au conseil de l'accusé.

Puis les témoins sont entendus chacun séparément et après leurs dépositions, le Président demande comme pour l'accusé s'il y a des questions à poser.

Mais avant leur audition chaque témoin doit prêter le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité ;

Toutes les questions à poser soit au témoin soit à l'accusé doivent l'être par l'organe du Président.

Les interrogatoires et dépositions terminées, le Président fera représenter à l'accusé et aux témoins les pièces à conviction et leur demandera de répondre s'ils les reconnaissent.

La parole est alors donnée :

1^o A la partie civile ;
2^o Au Ministère public ;
3^o A la défense.

Après ces interventions le Président déclare les débats terminés.

Il donne alors lecture des questions découlant de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation auxquels la Cour aura à répondre.

Des observations du Ministère public et de la défense sur les questions peuvent être faites. Ensuite la Cour se retire pour délibérer. Elle remet pour faire donner lecture, des questions et de la réponse qui y a été faite.

Si la culpabilité de l'accusé n'est pas retenue, la Cour rend une décision d'aquittement. Si au contraire la culpabilité est retenue, la Cour après avoir donné la parole au Procureur général, puis au conseil de

Au bord du Milo POSE DE LA PREMIÈRE PIÈRE DE LA MATERNITÉ DE MANDIANA

Le Plan triennal de développement économique et social connaît à Kankan un essor prodigieux, grâce à l'enthousiasme populaire constamment canalisé et judicieusement orienté vers les tâches fondamentales.

Dans la phase actuelle de la révolution guinéenne, il importe en effet de surveiller aussi étroitement que possible l'admirable enthousiasme de nos masses pour éviter les manifestations anarchiques ou les inutiles pertes d'énergie créatrice. La méthode doit être la rationalisation du travail tendant non à limiter artificiellement l'effort, mais à en accroître l'efficacité et à en assurer la continuité. D'autant que la construction nationale demeure une œuvre de longue haleine qui requiert que l'effort spontané de base soit rationalisé et meublé d'un contenu dynamique.

Dans ce contexte, la section de Kankan poursuit victorieusement la réalisation des objectifs du plan triennal.

C'est ainsi que le 23 mai dernier, il a été posé au chef-lieu du poste administratif de Mandiana la première pierre d'une maternité moderne.

La cérémonie s'est déroulée en présence d'une importante délégation du comité directeur comprenant notamment le commandant de la région et le secrétaire général de la section.

Dans l'allocution qu'il a prononcé à cette occasion, le commandant de la région a expliqué l'importance du plan qui doit effacer l'héritage désastreux du régime colonial.

De son côté, le secrétaire général de la section a souligné l'intérêt que le Parti attache à la future maternité

tés inquiets pour assurer l'approvisionnement équin à l'accusé lui-même qui doit avoir la parole le dernier,

et au moins treize heures, après de pitor

« Ici, il n'existe que l'ennuisasue et l'entente et nous prenons l'engagement.

A Pita

INTENSE CAMPAGNE DE PROPAGANDE A TRAVERS LA SECTION

La vie politique de Pita a été dominée pendant le mois de mai par une intense campagne de propagande pour le parti.

Cinq délégations du comité directeur de la section ont sillonné la région d'un bout à l'autre.

Partout, de Timbi-Madina à Dongo-Touma, de Sangaréah à Maci, ces délégations ont été l'objet d'un accueil populaire digne des plus belles traditions du P.D.G.

Dans les communes rurales comme dans les quartiers, les délégués du comité directeur ont tenu des conférences d'information et d'éducation.

Ils ont également placé 70.000 cartes.

Par ailleurs, une délégation du comité directeur s'est rendue le 20 mai à Gada-Boundouwol où elle a officiellement inauguré une école à deux classes. Après un défilé de la J.R.A.D., le chef de la délégation a félicité la commune de Gada-Boundouwol pour une aussi belle réalisation. Il a également souligné combien il a été impressionné et réjoui pour la mobilisation de la jeunesse rurale qui est le témoignage de la vitalité politique de nos compagnes.

AVIS DE VENTE

Il sera procédé dimanche 4 juin 1961 à 10 heures, sur la place du marché de Pita, par le ministère de Me Gahou Koivoqui, greffier en chef, à la vente aux enchères publiques d'une voiture 203 marque Peugeot, immatriculée sous le n° 7331-R.G. A, d'une table à manger, d'une table d'appétit et de quatre chaises en bois saisies sur Bah Dian Boye Dougou.

Vente au comptant, 8 % en sus.

demandé être notre préoccupation majeure.

Etant donné, le faible rendement en lait de nos vaches le développement du cheptel bovin doit être

conduit et dirigé vers deux objectifs qui correspondent aux besoins vitaux du pays: la production de bœuf de boucherie et la production de bœuf de travail.

Pour atteindre ces deux objectifs, l'influence de l'homme sera déterminante.

Il agira sur le milieu qu'il doit s'efforcer de corriger pour en atténuer les rigueurs (créations de prairies artificielles, organisation de pâcages, transhumances, réserves d'eau, etc.).

Il agira également sur l'animal lui-même par un choix judicieux des meilleurs sujets en vue de la reproduction, les sujets defectueux étant éliminés d'office par la neutralisation sexuelle ou l'abattage pour la boucherie.

2^e Problème de l'utilisation du cheptel, exploitation des troupeaux. Si nous voulons tirer le plus de profit possible de notre cheptel, nous devons en finir avec l'élevage empirique: nous devons considérer le troupeau non plus comme un simple indice d'aissance mais comme un capital qui doit produire.

Pour cela, le troupeau doit être placé dans les conditions les plus favorables. Il convient, avant tout de l'exploiter à fond en mettant dans le circuit commercial tous les sujets dont la conservation n'est plus d'autant utilité. Cette mesure allègera les troupeaux et stimulera la croissance des jeunes animaux, très souvent étouffés par les adultes.

Certes, l'application systématique de cette mesure rencontrera des difficultés qui, disparaîtront avec une éducation sagement conduite.

3^e Problèmes des prix et des débouchés:

Le bétail guinéen fait l'objet d'un commerce intense, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. En ce qui concerne le commerce extérieur, nos moyens de contrôle ne permettent pas encore d'en apprécier toute l'importance. Les chiffres des exportations officiellement

tées inouïes pour assurer l'approvisionnement de certaines boucheries guinéennes pendant que les marchés sierra-léonais et libériens regorgent de bétail provenant de la Guinée.

D'autre part, nous avons la bonne fortune de posséder une race bovine qui, en raison de sa rusticité, de sa conformation pour la boucherie et son aptitude à s'accommoder de tous les milieux et à toutes les régions est une race d'avenir pour la reconstitution du cheptel bovin africain. Les Etats africains du sud, notamment l'ancienne fédération de l'A.E.F. et le Nigéria ont déjà mis à l'épreuve les qualités de la N'Dama de Guinée.

Et très souvent la Guinée est sollicitée pour la fourniture de bovins d'élevage.

Acheter et lire « Horoya » c'est bien ! S'y abonner, c'est MIEUX

qui doit avoir la parole le dernier, sur l'application de la peine, se retire pour délibérer sur le quantum de la peine.

A ce sujet il convient de souligner qu'obligatoirement, à chaque question de culpabilité il doit être posé une question demandant s'il existe des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé.

Si la Cour en a accordé, elle a la possibilité de descendre de deux degrés dans l'échelle des peines. Par exemple si c'est la peine de mort prévue pour réprimer le crime et que la Cour ait reconnu à l'accusé des circonstances atténuantes, elle pourra ou bien descendre d'un degré et le condamner aux travaux forcés à perpétuité ou de deux degrés et le condamner aux travaux forcés à temps, c'est-à-dire entre 5 et 20 ans.

La peine prononcée, le condamné est avisé qu'il a trois jours pour se pourvoir en cassation, que passé ce délai il ne sera plus recevable.

La Cour se retire après qu'il ait été déclaré que l'audience est suspendue et reprendra tel jour à telle heure.

A treize heures, après de pittoresques danses populaires, le chef de poste administratif a remercié la délégation et a fait l'éloge de l'action révolutionnaire du P.D.G. qui doit aboutir à notre émancipation économique, sociale et culturelle.

A Manéah

CAMARA FODÉ N'EST PLUS

Le comité directeur de la section de Manéah a le regret d'annoncer le décès du camarade Camara Fodé, tué le 30 mai dernier à Manéah à la suite d'un coup de foudre.

Agé de 25 ans, le défunt était le fils unique de la Présidente Camara Ballia, membre du comité directeur de la section.

Camara Fodé s'était mis à la disposition du Parti depuis 1954. Militant intégré, il avait été un grand organisateur du mouvement des jeunes de la section. Il laisse deux veuves et deux enfants.

Le comité directeur de la section de Manéah adresse à la famille du disparu ses condoléances attristées.

LA CONFÉRENCE PANAFRICaine DES JOURNALISTES

tances provenant de tous pays, à la seule condition que ces aides ou associations ne soient accompagnées d'aucune condition susceptible d'aliéner ou de menacer l'indépendance nationale de nos Etats.

Par ailleurs, elle dénonce et condamne toutes formes d'aide émanant des forces impérialistes ou de leurs supports, tendant à saper la construction nationale des Etats africains et menaçant leur intégrité territoriale.

Enfin, convaincue que le développement d'une culture africaine commune est un facteur de sauvegarde et de consolidation de notre indépendance, en même temps que de développement de la personnalité africaine, la Conférence a proposé la création d'une commission culturelle et d'élaborer des recommandations

de manuana.

A treize heures, après de pittoresques danses populaires, le chef de poste administratif a remercié la délégation et a fait l'éloge de l'action révolutionnaire du P.D.G. qui doit aboutir à notre émancipation économique, sociale et culturelle.

Le comité directeur de la section de Manéah a le regret d'annoncer le décès du camarade Camara Fodé, tué le 30 mai dernier à Manéah à la suite d'un coup de foudre.

Agé de 25 ans, le défunt était le fils unique de la Présidente Camara Ballia, membre du comité directeur de la section.

Camara Fodé s'était mis à la disposition du Parti depuis 1954. Militant intégré, il avait été un grand organisateur du mouvement des jeunes de la section. Il laisse deux veuves et deux enfants.

Le comité directeur de la section de Manéah adresse à la famille du disparu ses condoléances attristées.

Organ
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

opposer à la cause du peuple angolais pour l'arrêt de cette guerre d'extermination et l'indépendance inconditionnelle de la nation angolaise.

D'ailleurs, les gestes et les signes évidents d'encouragement ne manquent pas aux patriotes angolais. Cette solidarité spontanée a d'ailleurs fait naître le désarroi chez le sénile dictateur de l'Estoril, qui a dû recevoir la visite consolatrice d'un de ses alliés occidentaux, visite dont il craint à juste titre qu'elle ne soit que de courtoisie et de pure forme.

Un nouveau tombeau vient de s'ouvrir sous les pas du colonialisme. Aussi bien à l'O.N.U. qu'ailleurs, la solidarité africaine ne saurait faillir. KEN.

TOUT LE MONDE DEVRAIT SERVIR LE PARTI ET PERSONNE NE DEVRAIT SERVIR DE LUI

Au bloc scolaire de Donka

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

S'ADRESSE A 3.000 ÉLÈVES

M. Camara Damantang, ministre de l'Education nationale, entouré des membres de son cabinet, a sévèrement condamné, jeudi matin, certaines pratiques auxquelles se livrent les élèves : il s'agit en particulier de regroupements ethniques, séquestration d'un vieil esprit régionaliste, dont le P.D.G. a condamné l'esprit rétrograde et négatif.

Traitant ensuite de la discipline scolaire, absolument indispensable à un travail fécond, le ministre a rap-

tant le nord du pays à feu et à sang. Le gouvernement portugais fait face à l'insurrection populaire avec un effectif d'environ 60.000 soldats, à un rythme croissant de 1.000 mercenaires par semaine.

Le désarroi s'est emparé du dictateur moribond.

Un fait demeure cependant : le gouvernement portugais poursuit impunément une guerre d'extermination, un génocide organisé qui a déjà fait, parmi les populations civiles 50.000 victimes. Il s'agit d'une guerre sans prisonniers. À chaque engagement, à chaque attaque effectuée par les nationalistes dans un village ou contre une plantation de colons, à tout acte de sabotage, les troupes coloniales portugaises répondent : ratsassages, bombardements au napalm, destruction totale. Alors, que faut-il penser de cette déclaration du ministre portugais des Colonies, M. Adriano Moreira : « Nous faisons face dans cette province à une agression dont le but est clair : le génocide » ?

En fait, comme le dit justement Aimé Cesaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

européenne que monsieur, nous nous sommes mis à faire pour la cause de l'indépendance de leur volonté. Nous comptons sur les décisions que le Conseil de Sécurité, sous l'orientation politique du groupe Afro-asiatique, pourraient prendre prochainement en notre faveur. Nous comptons sur l'application immédiate par tous les gouvernements africains de l'appel lancé par les mouvements nationalistes des colonies portugaises lors de notre Conférence de Casablanca : boycott économique et diplomatique du Portugal.

Nous sommes certains que la solidarité africaine n'y faillira point. Car, elle nous est nécessaire.

Billet du jour

Nous apprécions tous les plaisanteries, à condition qu'elles soient de bon goût.

Nul n'ignore le labeur écrasant auquel notre corps de sapeurs-pompiers doit faire face. Et quand les sinistres plaignants s'amusent à lancer de fausses alertes et à leur faire effectuer des déplacements inutiles, on est en droit de penser et de dire — avec juste raison — qu'il y a des gaffes et des coups de pieds... qui se perdent.

Rappelons cependant à ces irresponsables inconscients l'histoire de ce plaignant qui criait « loup » par goût de la mystification. Nous ne leur souhaitons pas de faire une pareille expérience à leurs dépens, le jour par exemple où leur maison sera en flammes ou qu'ils seront en péril de noyade, et qu'un autre luron aura, peu de temps auparavant, aiguillé les sapeurs-pompiers sur une fausse piste.

nation

Nous savons tous les usages qu'il peut être fait de l'information en général, de la presse en particulier : elles constituent des moyens puissants, utilisés soit pour répandre l'obscurantisme et le mensonge, soit pour éclairer, éduquer, instruire, défendre les causes justes, édifier dans la vérité et le progrès. C'est cette dernière voie qu'a décidé de suivre la presse africaine.

Le développement de l'effort des peuples et des Etats africains pour arracher leur indépendance institutionnelle et totale ou pour le consolider, et l'impérieuse nécessité d'accélérer ce processus, posent des problèmes importants et cruciaux à la presse et à l'information en Afrique.

Cette Conférence panafricaine des journalistes a donc posé les problèmes de son intégration effective dans la lutte des peuples africains en particulier, et tous les peuples opprimés du monde en général pour leur indépendance ; ont aussi été posés ceux de l'Unité de la presse et de l'information africaine. Des solutions ont été adoptées pour leur réalisation. Nous allons en donner un résumé.

La Conférence a proclamé que les journalistes et tous les travailleurs africains de l'Information en général, sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et pour la paix.

Dans ce cadre, ils participent à l'œuvre de construction nationale, à la réalisation de l'Unité africaine et à l'établissement des liens de solidarité entre tous les pays éprouvés de justice, de liberté et de progrès, et

s'étaient fait excuser. D'autres, malgré leur accord formel, n'ont pu participer à nos réunions pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, la presse africaine appelle la presse parlée ou filmée — joue un rôle important — voire prédominant — dans la vie des peuples et des nations.

Nous savons tous les usages qu'il peut être fait de l'information en général, de la presse en particulier : elles constituent des moyens puissants, utilisés soit pour répandre l'obscurantisme et le mensonge, soit pour éclairer, éduquer, instruire, défendre les causes justes, édifier dans la vérité et le progrès. C'est cette dernière voie qu'a décidé de suivre la presse africaine.

La Conférence se devait, en outre, en raison des différences de niveau de développement de la presse et des divers moyens d'information dans nos Etats, d'insister sur l'esprit de solidarité, qui doit permettre de limiter les aides extra-africaines. C'est pourquoi elle a demandé, d'une part que les pays africains possèdent des écoles de journalisme, accordant aux pays qui n'en ont pas, l'accès d'étudiants dans ces établissements ; d'autre part, que les journalistes des autres journalistes africains leurs expériences et les moyens leur permettant d'accomplir des stages de perfectionnement.

Elle recommande — pour ce faire — aux Etats d'adopter une convention unique définissant le statut du journaliste africain et garantissant les facilités de base pour ses activités. Céton entre autres — l'obtention rapide des visas et du change dans tous les pays africains, la réduction sur les moyens de transport pour la journaliste en déplacement professionnel, l'autorisation d'envoyer des télexgrammes de presse avec le système « collectif » et de téléphone au P.C.V., la réduction des tarifs des communications téléphoniques et télégraphiques de presse, etc. Dans ce but la Conférence recommande le développement des relations téléphoniques et télégraphiques entre Etats africains.

La Conférence se devait, en outre, de développer de la presse et de l'information africaine des divers moyens d'information dans nos Etats, d'insister sur l'esprit de solidarité, qui doit permettre de limiter les aides extra-africaines.

C'est pourquoi elle a demandé, d'une part que les pays africains possèdent des écoles de journalisme, accordant aux pays qui n'en ont pas, l'accès d'étudiants dans ces établissements ; d'autre part, que les journalistes des autres journalistes africains leurs expériences et les moyens leur permettant d'accomplir des stages de perfectionnement.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G.

a visité samedi après-midi les comités de Conakry I

Depuis cet après-midi, une délégation de la direction nationale du Parti conduite par le Président Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G., visite les comités de la section de Conakry-I.

Après les comités de Boulinet, Sandervalia, cette visite prendra fin au comité d'Almamy-III, où la délégation du B.P.N. est attendue à 22 heures.